



I B P T

**INSTITUT BELGE DES SERVICES POSTAUX
ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

**CONSULTATION ORGANISÉE PAR LE CONSEIL DE L'IBPT
À LA DEMANDE DU CABINET
DU MINISTRE POUR L'ENTREPRISE ET LA SIMPLIFICATION**

DU 16 NOVEMBRE 2011

CONCERNANT

**LES PROJETS D'ARRÊTÉS ROYAUX
METTANT EN ŒUVRE LE FONDS POUR LES SERVICES D'URGENCE**

Méthode d'envoi des réactions au présent document

Délai de réponse: jusqu'au 21 décembre 2011.

Personne de contact : Rudi Smet, Ingénieur-conseiller (02 226 87 56)

Adresse de réponse par e-mail: rudi.smet@bipt.be

Les réponses sont attendues uniquement par voie électronique.

Le document doit indiquer clairement ce qui est confidentiel.

Contexte

L'article 107, § 5, alinéa 1, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après « la LCE ») prévoit qu' « [u]n fonds pour les services d'urgence est créé en vue de gérer et rembourser [certains coûts] pour les services d'urgence. Ce fonds est doté de la personnalité juridique et est géré par l'Institut. »

Trois projets d'arrêtés royaux ont été préparés pour exécuter l'article 107, § 5, dernier alinéa, de la LCE, qui prévoit actuellement ce qui suit :

« Le Roi fixe par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition des Ministre en charge des services d'urgence offrant de l'aide sur place et du Ministre en charge des communications électroniques, après avis de l'Institut, les modalités de fonctionnement de ce fonds. Le Roi détermine préalablement par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres de manière objective et transparente les paramètres sur base desquels les coûts sont déterminés. Le calcul et le montant des coûts sont vérifiés et approuvés par l'Institut sur base des principes établis par le Roi. Le montant total des contributions des opérateurs au fonds ne peut dépasser le montant des coûts approuvés. Le Roi fixe, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, les modalités pour le remboursement d'une éventuelle surcompensation. »

On notera que trois arrêtés royaux distincts sont nécessaires, vu que chaque arrêté royal est soumis à des formes différentes (ministre compétent, avis ou non de l'IBPT et délibération ou non en Conseil des ministres).

Aucun projet d'arrêté royal n'a été préparé pour « détermine[r] préalablement [...] de manière objective et transparente les paramètres sur base desquels les coûts sont déterminés », dès lors que ces paramètres sont définis par la loi elle-même (voir article 107, § 4, de la LCE et article 4 de la loi du 29 avril 2011 créant les centres 112 et l'agence 112).

En publiant le présent document de consultation, l'IBPT souhaite dès lors obtenir le point de vue du public sur ces projets d'arrêtés royaux.

Annexes

Les projets des trois arrêtés royaux sont repris ci-après :

- A.R. gestion du fonds
- A.R. principes
- A.R. surcompensation

Axel Desmedt
Membre du Conseil

Charles Cuvelliez
Membre du Conseil

Catherine Rutten
Membre du Conseil

Luc Hindryckx
Président du Conseil

ROYAUME DE BELGIQUE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[Date] **PROJET Arrêté royal fixant les modalités de fonctionnement du fonds pour les services d'urgence.**

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté qui est soumis à Votre signature met en oeuvre l'article 107, § 5, dernier alinéa, première phrase, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après « la loi »). Cette première phrase a été insérée dans l'article précité par la loi du 18 mai 2009 portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques et est rédigée comme suit : « Le Roi fixe par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre en charge des services d'urgence offrant de l'aide sur place et du Ministre en charge des communications électroniques, après avis de l'Institut, les modalités de fonctionnement de ce fonds. »

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1er

Cet article définit un certain nombre de termes apparaissant dans l'arrêté. Pour le reste, les définitions de l'article 2 de la loi s'appliquent.

L'article 1^{er}, 3^o, définit la notion de « bénéficiaires du fonds ». Il s'agit actuellement des centrales de gestion des services d'urgence qui offrent de l'aide sur place ou à distance ainsi que des organisations qui sont chargées par les pouvoirs publics d'exploiter les centrales de gestion des services d'urgence offrant de l'aide sur place (art. 107, §2, 2^{ième} phrase de la loi) soit actuellement la S.A. A.S.T.R.I.D..

L'article 1^{er}, 4^o, définit également la notion de « coûts remboursables aux bénéficiaires du fonds ». Il s'agit actuellement des coûts visés à l'article 107, §4, de la loi et à l'article 4, dernier alinéa, de la loi du 29 avril 2011 créant les centres 112 et l'agence 112. En effet, les travaux préparatoires de cette dernière loi (Doc. parl., Ch.

KONINKRIJK BELGIE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[Datum] **ONTWERP Koninklijk besluit tot vaststelling van de nadere regels voor de werking van het fonds voor de nooddiensten.**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, geeft uitvoering aan artikel 107, § 5, laatste lid, eerste zin, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna "de wet"). Deze eerste zin is in het voormelde artikel ingevoegd door de wet van 18 mei 2009 houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie en luidt als volgt: "De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op voorstel van de Minister bevoegd voor de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden en de Minister bevoegd voor de elektronische communicatie, na advies van het Instituut, de nadere regels van de werking van dit fonds."

ARTIKELGEWIJZE COMMENTAAR

Artikel 1

Dit artikel definieert een aantal in het besluit voorkomende termen. Voor het overige gelden de definities uit artikel 2 van de wet.

Artikel 1, 3^o, definieert het begrip "begunstigden van het fonds". Het gaat momenteel om de beheerscentrales van de nooddiensten die ter plaatse of van op afstand hulp bieden, alsook om de organisaties die door de overheid worden belast om de beheerscentrales van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden te exploiteren (art. 107, § 2, tweede zin, van de wet), namelijk op dit ogenblik de N.V. A.S.T.R.I.D.

Artikel 1, 4^o, definieert ook het begrip "aan de begunstigden van het fonds terugbetaalbare kosten". Het gaat momenteel om de kosten bedoeld in artikel 107, § 4, van de wet en in artikel 4, laatste lid, van de wet van 29 april 2011 houdende oprichting van de 112-centra en het agentschap 112. In de voorbereidende werkzaamheden met

repr., sess. 2011, n° 1015/003, p.4) renvoient explicitement au fonds pour les services d'urgence.

L'article 107, §5, de la loi prévoit que « les frais de gestion du fonds pour les services d'urgence sont supportés par les opérateurs (...) ». Cette loi ne définit cependant pas ce qu'il y a lieu d'entendre par « frais de gestion ». L'article 1, 6° du présent arrêté royal précise par conséquent cette notion. Lorsqu'une décision du fonds ou une décision de l'Institut prise au profit du fonds (par exemple une décision de l'Institut imposant une amende à un opérateur fixe qui ne fournirait pas au fonds pour le 1^{er} octobre le nombre de points de terminaison au sens de l'article 107, §5, alinéa 2, de la loi, ou une décision de l'Institut approuvant ou adaptant les coûts à rembourser aux bénéficiaires du fonds), est attaquée en justice (en pratique devant la Cour d'appel de Bruxelles), les honoraires d'avocat que l'Institut ou le fonds paie pour défendre leur décision constituent des frais de gestion. Ces frais seront diminués de l'indemnité de procédure lorsqu'elle est payée à l'Institut ou au fonds. Les frais de personnel que l'Institut expose pour traiter ces litiges sont également des frais de gestion. Par ailleurs, selon l'article 16 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, « le Conseil peut faire appel à une expertise extérieure dans le cadre de l'accomplissement des missions de l'Institut. Ces experts doivent être indépendants de toute personne physique ou morale soumise au contrôle de l'Institut. » Les frais d'experts extérieurs auxquels l'Institut aurait recours dans l'intérêt du fonds ou auxquels le fonds aurait recours constituent également des frais de gestion.

Article 2.

Cet article détermine l'endroit où se trouve le siège du fonds et prévoit que ce dernier ouvre un compte bancaire.

Article 3.

Cet article détermine à quel moment de l'année les comptes du fonds sont clôturés.

betrekking tot deze laatste wet (Parl. St., Kamer, zitting 2011, nr. 1015/003, blz. 4) wordt immers uitdrukkelijk verwezen naar het fonds voor de nooddiensten.

Artikel 107, § 5, van de wet bepaalt : “De beheerskosten van het fonds voor de nooddiensten worden gedragen door de operatoren (...)”. Deze wet definieert echter niet wat onder “beheerskosten” moet worden verstaan. Dat begrip wordt daarom in artikel 1, 6°, van het onderhavige koninklijk besluit gepreciseerd. Wanneer een beslissing van het fonds of een besluit van het Instituut dat wordt genomen in het voordeel van het fonds (bijvoorbeeld een besluit van het Instituut waarbij een boete wordt opgelegd aan een vaste operator die tegen 1 oktober het aantal netwerkaansluitingspunten in de zin van artikel 107, § 5, tweede lid, van de wet niet zou verstrekken, of een besluit van het Instituut dat de aan de begunstigen van het fonds terug te betalen kosten goedkeurt of aanpast), wordt aangevochten voor het gerecht (in de praktijk voor het hof van beroep van Brussel), dan vormen de honoraria van advocaten die het Instituut of het fonds betalen om die beslissing/dat besluit te verdedigen, beheerskosten. Van deze kosten zal de procedurevergoeding worden afgetrokken wanneer deze wordt betaald aan het Instituut of aan het fonds. De personeelskosten die het Instituut maakt voor de behandeling van deze betwistingen zijn eveneens beheerskosten. Artikel 16 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector schrijft bovendien voor: “De Raad kan een beroep doen op externe expertise in het kader van de uitvoering van de opdrachten van het Instituut. Die experts moeten onafhankelijk zijn van elke natuurlijke of rechtspersoon die onder het toezicht van het Instituut staat.”. De kosten voor externe experts op wie het Instituut een beroep zou doen in het belang van het fonds of op wie het fonds een beroep zou doen, vormen ook beheerskosten.

Artikel 2.

Dit artikel bepaalt waar zich de zetel van het fonds bevindt en schrijft voor dat dit laatste een bankrekening moet openen.

Artikel 3.

Dit artikel bepaalt op welk ogenblik van het jaar de rekeningen van het fonds worden afgesloten.

Articles 4 à 6.

Les articles 4 et 5 élaborent une réglementation pour la fourniture par les opérateurs au fonds de certaines informations nécessaires pour permettre à ce dernier de calculer la part de chaque opérateur concerné dans le montant global qui doit être supporté par les opérateurs. Il ressort de l'article 107, § 5, de la loi, que pour calculer la répartition des contributions au fonds pour une année donnée, il convient d'utiliser les données au 1er septembre de l'année précédente. Toutefois, lorsque c'est la première année qu'une contribution financière doit être fournie par les opérateurs pour une nouvelle technique ou technologie donnée, il convient d'utiliser les données au 1er septembre de cette même année. Pour éviter que les opérateurs ne doivent aller rechercher les données demandées trop loin dans le temps, il est demandé de les fournir systématiquement au fonds en date du 1er octobre. Le fonds les utilisera plus tard pour le calcul des contributions. Par exemple, pour la contribution au fonds se rapportant aux coûts réalisés au cours de l'année x, les opérateurs sont informés au plus tard le 1er novembre de l'année x+1 du montant de leur contribution, cette contribution étant basée sur les données se rapportant à l'année x-1. Toutefois, lorsque c'est la première année qu'une contribution financière doit être fournie par les opérateurs pour une nouvelle technique ou technologie donnée, il convient d'utiliser les données se rapportant à l'année x même.

Article 7.

L'article 7 détermine le délai ultime imposé aux bénéficiaires du fonds pour soumettre le détail de leurs coûts au fonds. Afin de faciliter le contrôle de ces coûts par l'Institut, ces bénéficiaires doivent indiquer au fonds la base légale qui justifie le remboursement de leurs coûts et en quoi les conditions fixées par cette base légale sont remplies.

Articles 8 à 10.

Il est également déterminé de quelle manière les opérateurs sont informés du montant de la contribution à payer au fonds au titre des coûts remboursables aux bénéficiaires du fonds.

L'Institut doit approuver le calcul et le montant des coûts dont le remboursement est réclamé par les bénéficiaires du fonds. Il peut

Artikelen 4 tot 6.

De artikelen 4 en 5 werken een regeling uit voor het leveren door de operatoren aan het fonds van bepaalde informatie die nodig is opdat dit laatste het aandeel van elke betrokken operator in het totale bedrag kan berekenen dat moet worden gedragen door de operatoren. Uit artikel 107, § 5, van de wet volgt dat als basis voor de berekening voor de bijdrage van een bepaald jaar de gegevens van op 1 september van het voorgaande jaar gebruikt worden. Wanneer het echter het eerste jaar is dat de operatoren een financiële bijdrage moeten leveren voor een bepaalde nieuwe techniek of technologie, worden de gegevens van op 1 september van datzelfde jaar gebruikt. Opdat de operatoren de gevraagde gegevens niet te ver terug moeten gaan zoeken, wordt gevraagd deze telkens op 1 oktober aan het fonds te bezorgen. Het fonds zal deze later voor de berekening van de bijdragen gebruiken. Bijvoorbeeld voor de bijdrage aan het fonds die betrekking heeft op de kosten gemaakt in jaar x worden de operatoren uiterlijk op 1 november van jaar x+1 op de hoogte gebracht van wat hun bijdrage is, waarbij deze bijdrage gebaseerd is op de gegevens die betrekking hebben op het jaar x-1. Wanneer het echter het eerste jaar is dat voor een bepaalde nieuwe techniek of technologie financieel bijgedragen moet worden door de operatoren, worden de gegevens gebruikt die betrekking hebben op het jaar x zelf.

Artikel 7.

Artikel 7 bepaalt de uiterste datum die aan de begunstigen van het fonds wordt opgelegd om het overzicht van hun kosten aan het fonds voor te leggen. Opdat het Instituut deze kosten makkelijk kan controleren, moeten deze begunstigen aan het fonds de wettelijke grondslag vermelden die de terugbetaling van hun kosten rechtvaardigt en zeggen op welke manier is voldaan aan de voorwaarden die door deze wettelijke grondslag zijn vastgesteld.

Artikelen 8 tot 10.

Tevens wordt bepaald hoe de operatoren op de hoogte gesteld worden van het bedrag van de bijdrage die aan het fonds moet worden betaald bij wijze van aan de begunstigen van het fonds terugbetaalbare kosten.

Het Instituut moet de berekening en het bedrag van de kosten goedkeuren waarvan de terugbetaling door de begunstigen van het fonds

également les adapter, notamment parce qu'il estime que certains coûts ne constituent pas des coûts remboursables aux bénéficiaires du fonds. S'il ressort d'une décision judiciaire que l'Institut a, à tort, réduit le montant de ces coûts, le fonds devra demander un complément de contribution aux opérateurs. Il en est de même si l'Institut reconnaît lui-même qu'il a commis une erreur dans l'adaptation des coûts susmentionnés.

Il est également déterminé quelles sont les mesures prises lorsque les opérateurs ne paient pas les montants dus au fonds.

Articles 11 et 12.

L'article 107, § 5, alinéa 4, de la loi, stipule que les opérateurs qui contribuent au fonds, doivent également supporter les frais de gestion du fonds. Une réglementation est dès lors élaborée aux articles 11 et 12 concernant ce paiement.

Article 13

L'alinéa 1 de l'article 13 prévoit que « le fonds n'est pas tenu de rembourser les bénéficiaires du fonds avant d'avoir reçu les paiements des opérateurs concernés ». Ainsi, lorsqu'un opérateur refuse de payer les sommes dues au fonds, ce dernier ne doit pas avancer aux bénéficiaires du fonds les sommes dues, dans l'attente du paiement de ces dernières par l'opérateur en défaut. De plus, l'Institut a le pouvoir d'adapter les montants réclamés par les bénéficiaires du fonds, entre autres s'il estime que ces montants ne constituent pas entièrement des coûts remboursables aux bénéficiaires du fonds. S'il apparaît par la suite que l'Institut a réduit à tort les montants réclamés par les bénéficiaires du fonds, le fonds devra demander un complément de contribution aux opérateurs concernés, conformément à l'article 9 du présent arrêté. Dans cette hypothèse, le fonds ne devra pas payer le montant complémentaire aux bénéficiaires du fonds avant de l'avoir reçu des opérateurs concernés.

Lorsque le fonds reçoit des contributions des opérateurs, il doit tout d'abord établir s'il s'agit du remboursement des frais de gestion ou des coûts remboursables aux bénéficiaires du fonds. Concernant ces derniers coûts, le fonds doit

wordt gevraagd. Het kan ze ook aanpassen, met name omdat het van oordeel is dat bepaalde kosten geen aan de begunstigen van het fonds terugbetaalbare kosten vormen. Indien uit een rechterlijke beslissing blijkt dat het Instituut het bedrag van deze kosten ten onrechte heeft verlaagd, zal het fonds een aanvullende bijdrage moeten vragen aan de operatoren. Dat is ook het geval wanneer het Instituut zelf erkent dat het een fout heeft gemaakt bij de aanpassing van de voormelde kosten.

Tevens wordt bepaald welke maatregelen worden genomen wanneer de operatoren de verschuldigde bedragen niet betalen aan het fonds.

Artikelen 11 tot 12.

Artikel 107, § 5, vierde lid, van de wet bepaalt dat de operatoren die bijdragen in het fonds eveneens de beheerskosten van het fonds dienen te dragen. In de artikelen 11 en 12 wordt bijgevolg een regeling uitgewerkt wat deze betaling betreft.

Artikel 13

Het eerste lid van artikel 13 bepaalt: "Het fonds is niet verplicht om de begunstigen van het fonds terug te betalen voordat het de betalingen van de betrokken operatoren heeft ontvangen". Wanneer een operator dus weigert de bedragen te betalen die aan het fonds verschuldigd zijn, moet dit laatste aan de begunstigen van het fonds niet de verschuldigde sommen voorschieten in afwachting van de betaling ervan door de nalatige operator. Bovendien heeft het Instituut de bevoegdheid om de bedragen aan te passen die de begunstigen van het fonds vragen, onder andere wanneer het van oordeel is dat deze bedragen niet helemaal aan de begunstigen van het fonds terugbetaalbare kosten vormen. Indien naderhand blijkt dat het Instituut ten onrechte de bedragen heeft verminderd die worden gevraagd door de begunstigen van het fonds, zal het fonds aan de betrokken operatoren een aanvullende bijdrage moeten vragen overeenkomstig artikel 9 van het onderhavige besluit. In dat geval zal het fonds het aanvullende bedrag aan de begunstigen van het fonds niet moeten betalen voordat het dit bedrag van de betrokken operatoren heeft ontvangen.

Wanneer het fonds bijdragen ontvangt van de operatoren dient het eerst na te gaan of het gaat om een terugbetaling van de beheerskosten of om aan de begunstigen van het fonds terugbetaalbare kosten. In verband met deze laatste kosten dient

également déterminer comment il convient de répartir ces contributions entre les différents projets en cours et à quel(s) organisme(s) ces fonds sont destinés. Dès que ces différentes opérations sont effectuées, le fonds versera les montants dus aux bénéficiaires du fonds concernés, y compris les intérêts de retard éventuels, conformément à l'article 10.

Article 14

Les dispositions temporaires sont nécessaires afin de faire fonctionner le fonds rapidement. En effet, à défaut de ces dispositions temporaires, les opérateurs devraient communiquer au plus tard pour le 1^{er} octobre 2012 les données visées aux articles 4 et 5 et les bénéficiaires du fonds réclameraient le remboursement de leurs coûts au plus tard le 1^{er} mars 2013.

Les dispositions temporaires permettent aux bénéficiaires du fonds de réclamer en 2012 non seulement les coûts exposés en 2011 mais également en 2010 et pour une partie en 2009. En effet, l'article 107, §4, de la loi, qui est entré en vigueur le 14 juin 2009, met à charge des opérateurs certains coûts exposés par les centrales de gestion des services d'urgence ou par les organisations qui sont chargées par les pouvoirs publics de les exploiter. Le fait que le présent arrêté royal ait été adopté après le 14 juin 2009 ne change rien à cette obligation légale de remboursement. La première année de fonctionnement du fonds, les bénéficiaires du fonds pourront donc réclamer le remboursement de ce qui leur est dû pour le passé, sans être limité aux coûts exposés lors de l'année civile précédente.

Ce régime dérogatoire est cependant limité à la première année de fonctionnement du fonds. La deuxième année, les bénéficiaires du fonds pourront demander le remboursement de leurs coûts exposés au cours de l'année civile précédente (cf. article 7), mais pas au cours des années civiles antérieures.

L'article 107, §5, al. 2 de la loi prévoit que *« la première année où les opérateurs concernés doivent apporter une contribution pour une nouvelle technique ou technologie donnée, la contribution en question est répartie entre les opérateurs fixes concernés proportionnellement au nombre de points de terminaison du réseau par lesquels des services ont été offerts par chacun de ces opérateurs en date du 1er septembre de la*

het fonds eveneens na te gaan hoe deze bijdragen moeten worden verdeeld over de lopende projecten en voor welke instantie(s) deze bijdragen bestemd zijn. Zodra deze verschillende handelingen zijn uitgevoerd, maakt het fonds de verschuldigde bedragen over aan de betrokken begunstigden van het fonds, inclusief eventuele verwijlinteressen overeenkomstig artikel 10.

Artikel 14

De tijdelijke bepalingen zijn noodzakelijk om het fonds snel te doen werken. Zonder deze tijdelijke bepalingen zouden de operatoren immers uiterlijk 1 oktober 2012 de in de artikelen 4 en 5 bedoelde gegevens moeten meedelen, en zouden de begunstigden van het fonds uiterlijk 1 maart 2013 de terugbetaling van hun kosten vragen.

Dankzij de tijdelijke bepalingen kunnen de begunstigden van het fonds in 2012 niet alleen de kosten terugvragen die gemaakt zijn in 2011, maar ook in 2010 en voor een deel in 2009. Artikel 107, § 4, van de wet, dat op 14 juni 2009 in werking is getreden, legt immers aan de operatoren een aantal kosten ten laste die worden gemaakt door de beheerscentrales van de nooddiensten of door de organisaties die door de overheid belast zijn met de exploitatie ervan. Het feit dat het onderhavige koninklijk besluit na 14 juni 2009 is aangenomen, verandert niets aan deze wettelijke verplichting tot terugbetaling. In het eerste jaar van werking van het fonds, zullen de begunstigden van het fonds dus de terugbetaling kunnen vragen van wat aan hen voor het verleden verschuldigd is, zonder beperkt te zijn tot de kosten die zijn gemaakt gedurende het voorgaande kalenderjaar.

Dit afwijkende stelsel is evenwel beperkt tot het eerste jaar van werking van het fonds. Het tweede jaar zullen de begunstigden van het fonds de terugbetaling kunnen vragen van de kosten die zij hebben gemaakt in de loop van het voorgaande kalenderjaar (zie artikel 7), maar niet in de loop van de vroegere kalenderjaren.

Artikel 107, § 5, tweede lid, van de wet bepaalt: *“Voor het eerste jaar dat voor een bepaalde nieuwe techniek of technologie bijgedragen moet worden door de betrokken operatoren, wordt de bijdrage in kwestie verdeeld over de betrokken vaste operatoren pro rata het aantal netwerkaansluitpunten en over de betrokken mobiele operatoren pro rata het aantal actieve gebruikers waarlangs door elk van deze*

même année, et les opérateurs mobiles concernés proportionnellement au nombre d'utilisateurs actifs auxquels ces mêmes services ont été offerts à la même date. »

Pour la première année de fonctionnement du fonds, il se peut qu'il soit impossible de mettre en œuvre cette disposition. En effet, à supposer que les opérateurs doivent fournir au fonds les données visées aux articles 4 et 5 pour le début de l'année 2012, ils ne pourraient pas fournir à ce moment les données en question telles qu'elles existent en date du 1^{er} septembre de la même année (soit le 1^{er} septembre 2012). Dans cette hypothèse, afin de respecter l'objectif poursuivi par la disposition légale, les opérateurs fourniront les données en question telles qu'elles existaient le 1^{er} septembre de l'année précédente (soit en date du 1^{er} septembre 2011).

Article 15

Cet article concerne l'exécution de l'arrêté.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,

les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

La Ministre de l'Intérieur,

Annemie TURTELBOOM

Le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,

Vincent VAN QUICKENBORNE

operatoren op 1 september van datzelfde jaar diensten werden aangeboden.”

Het zou kunnen dat het voor het eerste jaar van werking van het fonds onmogelijk is om deze bepaling toe te passen. Gesteld dat de operatoren de in de artikelen 4 en 5 bedoelde gegevens aan het fonds moeten verstrekken tegen het begin van het jaar 2012, zouden ze de gegevens in kwestie, zoals ze bestaan op 1 september van datzelfde jaar (namelijk 1 september 2012) immers niet op dat moment kunnen verstrekken. In dat geval en om te voldoen aan de doelstelling van de wettelijke bepaling zullen de operatoren de gegevens in kwestie verstrekken zoals ze bestonden op 1 september van het voorgaande jaar (namelijk op 1 september 2011).

Artikel 15

Dit artikel heeft betrekking op de uitvoering van het besluit.

We hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,

de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Annemie TURTELBOOM

De Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,

Vincent VAN QUICKENBORNE

[Date] PROJET Arrêté royal fixant les modalités de fonctionnement du fonds pour les services d'urgence.

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 107, § 5, dernier alinéa, première phrase, inséré par la loi du 18 mai 2009 portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques ;

Vu l'avis du [date] de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le [date] ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le [date] ;

Vu l'avis xxxxx/x du Conseil d'État, donné le [date] ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre pour l'Entreprise et la Simplification et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Section I. - Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° «loi» : loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ;

2° « fonds » : fonds pour les services d'urgence tel que visé à l'article 107, § 5, alinéa 1^{er}, de la loi ;

3° « bénéficiaires du fonds » : les organismes autres que l'Institut et les opérateurs qui peuvent, en vertu de la législation, obtenir le remboursement par le fonds de certains de leurs coûts ;

[Datum] ONTWERP Koninklijk besluit tot vaststelling van de nadere regels voor de werking van het fonds voor de nooddiensten.

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 107, § 5, laatste lid, eerste zin, ingevoegd bij de wet van 18 mei 2009 houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie ;

Gelet op het advies van [datum] van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie ;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op [datum] ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op [datum] ;

Gelet op advies xxxxx/x van de Raad van State, gegeven op [datum] ;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Afdeling I. - Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "wet" : wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie ;

2° "fonds" : fonds voor de nooddiensten zoals bedoeld in artikel 107, § 5, eerste lid, van de wet ;

3° "begunstigden van het fonds" : de instellingen buiten het Instituut en de operatoren die krachtens de wetgeving sommige van hun kosten terugbetaald kunnen krijgen door het fonds ;

4° « coûts remboursables aux bénéficiaires du fonds » : coûts exposés par les bénéficiaires du fonds et qui doivent être, en vertu de la législation, supportés par les opérateurs et gérés par le fonds ;

5° « projet » : projet en matière de communications électroniques qui génère des coûts remboursables aux bénéficiaires du fonds ;

6° « frais de gestion » : les frais de gestion du fonds, soit l'ensemble des frais que l'Institut expose en affectant au fonds des moyens humains, financiers et matériels, y compris les frais pour l'Institut découlant de recours en justice contre des décisions du fonds ou contre des décisions de l'Institut prises dans l'intérêt du fonds et y compris les frais pour l'Institut lorsque ce dernier fait appel à des experts extérieurs dans l'intérêt du fonds.

7° « année considérée » : l'année civile durant laquelle les coûts remboursables aux bénéficiaires du fonds et les frais de gestion ont été exposés.

Section II. - Dispositions générales

Art. 2. Le fonds a son siège à l'adresse de l'Institut. Le fonds ouvre son propre compte bancaire.

Art. 3. Les coûts remboursables aux bénéficiaires du fonds et les frais de gestion sont calculés par année civile.

Section III. - Informations et documents à fournir par les opérateurs

Art. 4. Au plus tard le 1er octobre de l'année considérée et chaque année, les opérateurs fixes concernés par un projet communiquent au fonds le nombre de points de terminaison au sens de l'article 107, § 5, alinéa 2, de la loi, par lesquels des services ont été offerts en date du 1er septembre de l'année précédente ou en date du

4° "aan de begunstigden van het fonds terugbetaalbare kosten": kosten die worden gemaakt door de begunstigden van het fonds en die krachtens de wetgeving moeten worden gedragen door de operatoren en beheerd worden door het fonds ;

5° "project": project op het vlak van elektronische communicatie dat aan de begunstigden van het fonds terugbetaalbare kosten veroorzaakt ;

6° "beheerskosten": de kosten voor het beheer van het fonds, namelijk alle kosten die het Instituut maakt, door aan het fonds menselijke, financiële en materiële middelen te besteden, inclusief de kosten voor het Instituut die voortvloeien uit de rechtsmiddelen tegen beslissingen van het fonds of tegen besluiten van het Instituut die worden genomen in het belang van het fonds en inclusief de kosten voor het Instituut wanneer het een beroep doet op externe deskundigen in het belang van het fonds.

7° "beschouwde jaar": het kalenderjaar waarin de aan de begunstigden van het fonds terugbetaalbare kosten en de beheerskosten zijn gemaakt.

Afdeling II. - Algemene bepalingen

Art. 2. Het fonds is gevestigd op het adres van het Instituut. Het fonds opent zijn eigen bankrekening.

Art. 3. De aan de begunstigden van het fonds terugbetaalbare kosten en de beheerskosten worden berekend per kalenderjaar.

Afdeling III. - Door operatoren te leveren inlichtingen en documenten

Art. 4. Uiterlijk op 1 oktober van het beschouwde jaar en elk jaar delen de bij een project betrokken vaste operatoren aan het fonds het aantal netwerkaansluitpunten mee in de zin van artikel 107, § 5, tweede lid, van de wet waarlangs op 1 september van het voorgaande jaar diensten werden aangeboden of op 1 september van

1er septembre de la même année quand il s'agit de la première année où les opérateurs doivent fournir au fonds une contribution pour une nouvelle technique ou technologie donnée, ainsi que les documents justifiant ce nombre. Si nécessaire, le fonds leur demande des documents justificatifs complémentaires.

Art. 5. Au plus tard le 1er octobre de l'année considérée et chaque année, les opérateurs mobiles concernés par un projet communiquent au fonds le nombre d'utilisateurs actifs au sens de l'article 107, § 5, de la loi, auxquels des services ont été offerts en date du 1er septembre de l'année précédente ou en date du 1er septembre de la même année quand il s'agit de la première année où les opérateurs doivent fournir au fonds une contribution pour une nouvelle technique ou technologie donnée, ainsi que les documents justifiant ce nombre. Si nécessaire, le fonds leur demande des documents justificatifs complémentaires.

Art. 6. Lorsqu'un opérateur ne fournit pas les informations ou documents justificatifs visés à l'article 4 ou à l'article 5 dans les délais prescrits par ces articles ou les fournit de manière incomplète, ces informations sont déterminées par le fonds sur la base de toute information qu'il juge pertinente.

Section IV. - Informations et documents à fournir par les bénéficiaires du fonds.

Art. 7. Au plus tard le 1er mars suivant l'année considérée et chaque année, les bénéficiaires du fonds communiquent au fonds le détail des coûts qu'ils ont exposés au cours de l'année civile précédente et dont ils réclament le remboursement. Pour la même date, au sein de chaque projet et pour chaque montant qui compose les coûts dont le remboursement est réclamé, ils joignent un document justificatif et indiquent en quoi ils estiment que le montant en question constitue un coût remboursable aux bénéficiaires du fonds. Les documents justificatifs que les bénéficiaires du fonds ne peuvent obtenir en date du 1^{er} mars sont communiquées au fonds dès que ces bénéficiaires peuvent en disposer.

hetzelfde jaar wanneer het het eerste jaar is dat de operatoren aan het fonds een bijdrage moeten leveren voor een bepaalde nieuwe techniek of technologie, alsook de stukken die dat aantal rechtvaardigen. Indien nodig vraagt het fonds aan hen bijkomende bewijsstukken.

Art. 5. Uiterlijk op 1 oktober van het beschouwde jaar en elk jaar delen de bij een project betrokken mobiele operatoren aan het fonds het aantal actieve gebruikers mee in de zin van artikel 107, § 5, van de wet aan wie op 1 september van het voorgaande jaar diensten werden aangeboden of op 1 september van hetzelfde jaar wanneer het het eerste jaar is dat de operatoren aan het fonds een bijdrage moeten leveren voor een bepaalde nieuwe techniek of technologie, alsook de stukken die dat aantal rechtvaardigen. Indien nodig vraagt het fonds hen bijkomende bewijsstukken.

Art. 6. Wanneer een operator de in artikel 4 of artikel 5 bedoelde informatie of bewijsstukken niet verstrekt binnen de in deze artikelen voorgeschreven termijnen of ze onvolledig verstrekt, dan wordt deze informatie door het fonds bepaald op grond van alle inlichtingen die het relevant acht.

Afdeling IV. - Door de begunstigden van het fonds te leveren inlichtingen en documenten.

Art. 7. Uiterlijk op 1 maart volgend op het beschouwde jaar en elk jaar delen de begunstigden van het fonds aan het fonds het overzicht mee van de kosten die zij in de loop van het voorgaande kalenderjaar hebben gemaakt en waarvan ze de terugbetaling vragen. Tegen diezelfde datum voegen zij een bewijsstuk toe binnen elk project en voor elk bedrag dat de kosten vormt waarvan de terugbetaling wordt gevraagd, en laten zij weten waarom ze van oordeel zijn dat het bedrag in kwestie aan de begunstigden van het fonds terugbetaalbare kosten zijn. De bewijsstukken die de begunstigden van het fonds op 1 maart niet kunnen verkrijgen, worden aan het fonds bezorgd zodra deze begunstigden erover kunnen beschikken.

Section V. - Paiement au fonds des coûts remboursables aux bénéficiaires du fonds.

Art. 8. Au plus tard le 1er novembre suivant l'année considérée et chaque année, le fonds notifie à chaque opérateur concerné par un projet, par lettre recommandée, le montant qu'il doit au fonds pour l'année précédente, au titre des coûts remboursables aux bénéficiaires du fonds.

Le fonds ne demande une contribution aux opérateurs pour rembourser ces coûts, qu'après que l'Institut ait approuvé ou adapté le calcul et le montant des coûts dont le remboursement est réclamé par les bénéficiaires du fonds conformément à l'article 7 et après avoir déterminé la part de chaque opérateur concerné dans les coûts remboursables aux bénéficiaires du fonds sur base des données visées aux articles 4 et 5 que les opérateurs lui ont communiquées l'année considérée ou sur base de sa propre estimation lorsque ces données font défaut.

Les opérateurs paient au fonds les montants qui lui sont dus dans les 30 jours qui suivent le jour de l'envoi de la lettre recommandée visée à l'alinéa 1.

Art. 9. Lorsqu'il est établi par le fonds ou constaté dans une décision judiciaire qu'un ou plusieurs opérateurs ont payé au titre des coûts remboursables aux bénéficiaires du fonds un montant inférieur au montant réellement dû, le fonds réclame, par lettre recommandée, un complément de contribution à l'opérateur concerné ou aux opérateurs concernés et fixe le délai de paiement.

Art. 10. En cas de défaut de paiement par l'opérateur concerné de la contribution visée à l'article 8 ou à l'article 9 dans le délai fixé par le présent arrêté ou par le fonds, le montant dû portera de plein droit et sans mise en demeure des intérêts au taux légal en vigueur au jour de l'envoi de la notification visée à ces articles. Cet intérêt est calculé au prorata du nombre de jours calendrier de retard.

Afdeling V. - Betaling aan het fonds van de aan de begunstigden van het fonds terugbetaalbare kosten.

Art. 8. Uiterlijk op 1 november volgend op het beschouwde jaar en elk jaar deelt het fonds bij aangetekende brief aan elke operator die bij een project betrokken is, het bedrag mee dat hij verschuldigd is aan het fonds met betrekking tot het voorgaande jaar bij wijze van aan de begunstigden van het fonds terugbetaalbare kosten.

Het fonds vraagt aan de operatoren pas een bijdrage om deze kosten terug te betalen nadat het Instituut de berekening en het bedrag van de kosten heeft goedgekeurd of aangepast, waarvan de terugbetaling wordt gevraagd door de begunstigden van het fonds overeenkomstig artikel 7 en nadat het het aandeel van elke betrokken operator in de aan de begunstigden van het fonds terugbetaalbare kosten heeft bepaald op basis van de in de artikelen 4 en 5 bedoelde gegevens die de operatoren in het beschouwde jaar eraan hebben meegedeeld of op basis van zijn eigen raming wanneer deze gegevens ontbreken.

De operatoren betalen aan het fonds de bedragen die eraan verschuldigd zijn binnen 30 dagen na de dag van verzending van de in het eerste lid bedoelde aangetekende brief.

Art. 9. Wanneer het fonds bemerkt of wanneer in een rechterlijke beslissing wordt vastgesteld dat een of meer operatoren bij wijze van aan de begunstigden van het fonds terugbetaalbare kosten een bedrag hebben betaald dat lager is dan het werkelijk verschuldigde bedrag, dan vraagt het fonds per aangetekende brief een aanvullende bijdrage aan de betrokken operator(en) en stelt het de betalingstermijn vast.

Art. 10. Wanneer de betrokken operator de in artikel 8 of artikel 9 bedoelde bijdrage niet betaalt binnen de termijn die door dit besluit of door het fonds is vastgesteld, zal het verschuldigde bedrag van rechtswege en zonder ingebrekestelling aanleiding geven tot interesten tegen het wettelijke tarief dat geldt op de dag van verzending van de in deze artikelen bedoelde kennisgeving. Deze interest wordt berekend naar rata van het aantal kalenderdagen achterstal.

Section VI. - Paiement au fonds des frais de gestion.

Art. 11. Au plus tard le 1er novembre suivant l'année considérée et chaque année, le fonds notifie, par lettre recommandée, aux opérateurs qui contribuent au fonds le montant de leur contribution aux frais de gestion.

Le fonds ne demande une contribution aux opérateurs pour rembourser ces frais, qu'après avoir déterminé la part de chaque opérateur concerné dans les frais de gestion sur base des données visées aux articles 4 et 5 que les opérateurs lui ont communiquées l'année considérée ou sur base de sa propre estimation lorsque ces données font défaut.

Les opérateurs paient au fonds les montants qui lui sont dus dans les 30 jours qui suivent le jour de l'envoi de la lettre recommandée visée à l'alinéa 1.

Art. 12. En cas de défaut de paiement par l'opérateur concerné de la contribution visée à l'article 11 dans le délai fixé dans cet article, le montant dû portera de plein droit et sans mise en demeure des intérêts au taux légal en vigueur au jour de l'envoi de la notification visée à l'article 11. Cet intérêt est calculé au prorata du nombre de jours calendrier de retard.

Section VII. - Remboursement des bénéficiaires du fonds.

Art. 13. Le fonds n'est pas tenu de rembourser les bénéficiaires du fonds avant d'avoir reçu les paiements des opérateurs concernés.

Lorsque le fonds reçoit un montant d'un opérateur destiné à indemniser les coûts remboursables aux bénéficiaires du fonds, après avoir déterminé les bénéficiaires de ce montant et la répartition de ce dernier entre les différents projets en cours, il transmet sans délai celui-ci, y compris les intérêts de retard éventuels conformément à l'article 10, aux bénéficiaires du fonds concernés.

Afdeling VI. - Betaling van de beheerskosten aan het fonds.

Art. 11. Uiterlijk op 1 november volgend op het beschouwde jaar en elk jaar deelt het fonds per aangetekende brief aan elke operator die bijdraagt in het fonds het bedrag van zijn bijdrage in de beheerskosten mee.

Het fonds vraagt aan de operatoren pas een bijdrage om deze kosten terug te betalen nadat het het aandeel van elke betrokken operator in de beheerskosten heeft bepaald op basis van de in de artikelen 4 en 5 bedoelde gegevens die de operatoren in het beschouwde jaar eraan hebben meegedeeld of op basis van zijn eigen raming wanneer deze gegevens ontbreken

De operatoren betalen aan het fonds de bedragen die eraan verschuldigd zijn binnen 30 dagen na de dag van verzending van de in het eerste lid bedoelde aangetekende brief.

Art. 12. Wanneer de betrokken operator de in artikel 11 bedoelde bijdrage niet betaalt binnen de termijn die in dat artikel is vastgesteld, zal het verschuldigde bedrag van rechtswege en zonder ingebrekestelling aanleiding geven tot interesten tegen het wettelijke tarief dat geldt op de dag van verzending van de in artikel 11 bedoelde kennisgeving. Deze interest wordt berekend naar rata van het aantal kalenderdagen achterstal.

Afdeling VII. – Terugbetaling van de begunstigden van het fonds.

Art. 13. Het fonds is niet verplicht om de begunstigden van het fonds terug te betalen voordat het de betalingen van de betrokken operatoren heeft ontvangen.

Wanneer het fonds een bedrag van een operator ontvangt bestemd om de aan de begunstigden van het fonds terugbetaalbare kosten te vergoeden en na de begunstigden van dit bedrag en de verdeling van dit laatste over de verschillende lopende projecten te hebben bepaald, maakt het dit, inclusief eventuele verwijlinteressen overeenkomstig artikel 10, zonder verwijl over aan de betrokken begunstigden van het fonds.

Section VIII. - Dispositions temporaires.

Art. 14. Le présent article est applicable uniquement pour la première année de fonctionnement du fonds.

Par dérogation aux articles 4 et 5, les opérateurs concernés fournissent au fonds les informations et documents visés à ces articles au plus tard un mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Par dérogation à l'article 7 et pour autant que le présent arrêté entre en vigueur après le 1^{er} février 2012, les bénéficiaires du fonds fournissent au fonds les informations et documents visés à cet article au plus tard un mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Par dérogation à l'article 7, lorsque les bénéficiaires du fonds réclament au fonds pour la première fois le remboursement de leurs coûts, ils réclament le remboursement des coûts qu'ils ont exposés au cours de l'année civile précédente ainsi que lors des années antérieures, dans la mesure où il s'agit de coûts qui doivent être, en vertu de la législation, supportés par les opérateurs.

Par dérogation aux articles 8 et 11, le fonds détermine la part de chaque opérateur concerné dans les frais de gestion et dans les coûts remboursables aux bénéficiaires du fonds sur base des données visées aux articles 4 et 5 communiquées l'année suivant l'année considérée ou sur base de sa propre estimation lorsque ces données font défaut.

Par dérogation aux articles 8 et 11, le fonds communique aux opérateurs concernés le montant qu'ils lui doivent au titre des frais de gestion et des coûts remboursables aux bénéficiaires du fonds au plus tard neuf mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Afdeling VIII. – Tijdelijke bepalingen.

Art. 14. Dit artikel is enkel voor het eerste jaar van werking van het fonds van toepassing.

In afwijking van de artikelen 4 en 5 verstrekken de betrokken operatoren aan het fonds de in deze artikelen bedoelde inlichtingen en documenten uiterlijk een maand na de inwerkingtreding van dit besluit.

In afwijking van artikel 7 en voor zover dit besluit in werking treedt na 1 februari 2012, verstrekken de begunstigden van het fonds de in dit artikel bedoelde inlichtingen en documenten uiterlijk een maand na de inwerkingtreding van dit besluit aan het fonds.

In afwijking van artikel 7 vragen de begunstigden van het fonds, wanneer zij voor de eerste keer aan het fonds de terugbetaling van hun kosten vragen, de terugbetaling van de kosten die ze hebben gemaakt in het voorgaande kalenderjaar, alsook tijdens de voorgaande jaren, voor zover het gaat om kosten die krachtens de wetgeving door de operatoren moeten worden gedragen.

In afwijking van de artikelen 8 en 11 bepaalt het fonds het aandeel van elke betrokken operator in de beheerskosten en in de aan de begunstigden van het fonds terugbetaalbare kosten op basis van van de in de artikelen 4 en 5 bedoelde gegevens die in het jaar volgend op het beschouwde jaar zijn meegedeeld of op basis van zijn eigen raming wanneer deze gegevens ontbreken.

In afwijking van de artikelen 8 en 11 deelt het fonds uiterlijk negen maanden na de inwerkingtreding van dit besluit aan de betrokken operatoren het bedrag mee dat zij eraan verschuldigd zijn bij wijze van beheerskosten en aan de begunstigden van het fonds terugbetaalbare kosten.

Section IX. - Dispositions finales.

Afdeling IX - Slotbepalingen

Art. 15. Le ministre de l'Intérieur et le ministre qui a les télécommunications dans ses attributions sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 15. De minister van Binnenlandse Zaken en de minister bevoegd voor telecommunicatie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Donné à Bruxelles, [date]

Gegeven te Brussel, [datum]

ALBERT

ALBERT

Par le Roi :

Van Koningswege :

La Ministre de l'Intérieur,

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Annemie TURTELBOOM

Annemie TURTELBOOM

Le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,

De Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,

Vincent VAN QUICKENBORNE

Vincent VAN QUICKENBORNE

ROYAUME DE BELGIQUE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[Date] **PROJET** Arrêté royal fixant les principes sur la base desquels l'Institut belge des services postaux et des télécommunications vérifie et approuve le calcul et le montant des coûts dont le remboursement est réclamé au fonds pour les services d'urgence.

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté qui est soumis à Votre signature met en oeuvre l'article 107, § 5, dernier alinéa, troisième phrase, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après « la loi »). Cette troisième phrase, insérée dans l'article précité par la loi du 18 mai 2009 portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques, est rédigée comme suit : « Le calcul et le montant des coûts sont vérifiés et approuvés par l'Institut sur base des principes établis par le Roi. »

COMMENTAIRE DES ARTICLES

L'article 1er définit un certain nombre de termes apparaissant dans l'arrêté. Pour le reste, les définitions de l'article 2 de la loi s'appliquent.

L'arrêté royal définit la notion de « bénéficiaires du fonds ». Il s'agit actuellement des centrales de gestion des services d'urgence qui offrent de l'aide sur place ou à distance ainsi que des organisations qui sont chargées par les pouvoirs publics d'exploiter les centrales de gestion des services d'urgence offrant de l'aide sur place (art. 107, § 2, 2^{ième} phrase de la loi) soit actuellement la S.A. A.S.T.R.I.D..

L'arrêté royal définit également la notion de « coûts remboursables aux bénéficiaires du fonds ». Il s'agit actuellement des coûts visés à l'article 107, § 4, de la loi et à l'article 4, dernier alinéa, de la loi du 29 avril 2011 créant les centres 112 et l'agence 112. En effet, les travaux préparatoires de cette dernière loi (Doc. parl., Ch. repr., sess. 2011, n°1015/003, p. 4) renvoient

KONINKRIJK BELGIE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[Datum] **ONTWERP** Koninklijk besluit tot vaststelling van de principes volgens dewelke het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie de berekening en het bedrag verifieert en goedkeurt van de kosten waarvan aan het fonds voor de nooddiensten de terugbetaling wordt gevraagd.

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, geeft uitvoering aan artikel 107, § 5, laatste lid, derde zin, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna "de wet"). Deze derde zin, die in het voormelde artikel is ingevoegd door de wet van 18 mei 2009 houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie, luidt als volgt: "De berekening en het bedrag van de kosten worden geverifieerd en goedgekeurd door het Instituut volgens de principes vastgelegd door de Koning."

ARTIKELGEWIJZE COMMENTAAR

Artikel 1 definieert een aantal in het besluit voorkomende termen. Voor het overige gelden de definities uit artikel 2 van de wet.

Het koninklijk besluit definieert het begrip "begunstigden van het fonds". Het gaat momenteel om de beheerscentrales van de nooddiensten die ter plaatse of van op afstand hulp bieden, alsook om de organisaties die door de overheid worden belast om de beheerscentrales van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden te exploiteren (art. 107, § 2, tweede zin, van de wet), namelijk op dit ogenblik de nv A.S.T.R.I.D.

Het koninklijk besluit definieert ook het begrip "aan de begunstigden van het fonds terugbetaalbare kosten". Het gaat momenteel om de kosten bedoeld in artikel 107, § 4, van de wet en in artikel 4, laatste lid, van de wet van 29 april 2011 houdende oprichting van de 112-centra en het agentschap 112. In de voorbereidende werkzaamheden met betrekking tot deze laatste

expressement au fonds pour les services d'urgence.

L'article 2 prévoit que s'il apparaît que certains coûts dont le remboursement est réclamé ne sont pas étayés par des pièces justificatives, l'Institut peut, le cas échéant, les rejeter. Il en est de même lorsque l'Institut estime que certains coûts dont le remboursement est réclamé ne constituent pas des coûts remboursables aux bénéficiaires du fonds. L'Institut peut donc approuver tels quels le montant et le calcul des coûts dont le remboursement est réclamé par les bénéficiaires du fonds ou les adapter (le cas échéant rejeter entièrement ou partiellement certains coûts).

L'article 3 concerne l'exécution de l'arrêté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,

le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,

Vincent VAN QUICKENBORNE

wet (Parl. St., Kamer, zitting 2011, nr. 1015/003, blz. 4) wordt immers uitdrukkelijk verwezen naar het fonds voor de nooddiensten

Artikel 2 bepaalt dat wanneer blijkt dat sommige kosten waarvoor een terugbetaling wordt gevraagd, niet gestaafd zijn door bewijsstukken, het Instituut deze kosten eventueel kan verwerpen. Hetzelfde geldt wanneer het Instituut van oordeel is dat sommige kosten waarvan de terugbetaling wordt gevraagd, geen kosten zijn die aan de begunstigden van het fonds kunnen worden terugbetaald. Het Instituut kan dus het bedrag en de berekening van de kosten waarvan de begunstigden de terugbetaling vragen zo goedkeuren of ze aanpassen (eventueel bepaalde kosten geheel of gedeeltelijk verwerpen).

Artikel 3 heeft betrekking op de uitvoering van het besluit.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,

de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,

Vincent VAN QUICKENBORNE

[Date] **PROJET Arrêté royal fixant les principes sur la base desquels l'Institut belge des services postaux et des télécommunications vérifie et approuve le calcul et le montant des coûts dont le remboursement est réclamé au fonds pour les services d'urgence.**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 107, § 5, dernier alinéa, troisième phrase, inséré par la loi du 18 mai 2009 portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le [date] ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le [date] ;

Vu l'avis xxxxx/x du Conseil d'État, donné le [date] ;

Sur la proposition de Notre Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « loi » : loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ;

2° « fonds » : fonds pour les services d'urgence tel que visé à l'article 107, § 5, alinéa 1er, de la loi ;

3° « bénéficiaires du fonds » : les organismes autres que l'Institut et les opérateurs qui peuvent, en vertu de la législation, obtenir le remboursement par le fonds de certains de leurs coûts ;

4° « coûts remboursables aux bénéficiaires du fonds » : coûts exposés par les bénéficiaires du fonds et qui doivent être, en vertu de la législation, supportés par les opérateurs et gérés par le fonds ;

[Datum] **ONTWERP Koninklijk besluit tot vaststelling van de principes volgens dewelke het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie de berekening en het bedrag verifieert en goedkeurt van de kosten waarvan aan het fonds voor de nooddiensten de terugbetaling wordt gevraagd.**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 107, § 5, laatste lid, derde zin, ingevoegd bij de wet van 18 mei 2009 houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie ;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op [datum] ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op [datum] ;

Gelet op advies xxxxx/x van de Raad van State gegeven op [datum] ;

Op de voordracht van Onze Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "wet" : wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie ;

2° "fonds" : fonds voor de nooddiensten zoals bedoeld in artikel 107, § 5, eerste lid, van de wet ;

3° "begunstigden van het fonds" : de instellingen buiten het Instituut en de operatoren die krachtens de wetgeving sommige van hun kosten terugbetaald kunnen krijgen door het fonds ;

4° "aan de begunstigden van het fonds terugbetaalbare kosten" : kosten die worden gemaakt door de begunstigden van het fonds en die krachtens de wetgeving moeten worden gedragen door de operatoren en beheerd worden door het fonds ;

Art. 2. L'Institut adapte le montant et le calcul des coûts dont le remboursement est réclamé par les bénéficiaires du fonds entre autres lorsque ces coûts ne sont pas justifiés par des documents probants ou lorsque l'Institut estime que ces coûts ne constituent pas des coûts remboursables aux bénéficiaires du fonds.

Art. 3. Le ministre qui a les télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, [date]

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,

Vincent VAN QUICKENBORNE

Art. 2. Het Instituut past het bedrag en de berekening van de kosten waarvan de begunstigen van het fonds de terugbetaling vragen aan, onder andere wanneer deze kosten niet zijn gerechtvaardigd met bewijsstukken of wanneer het Instituut van oordeel is dat deze kosten geen aan de begunstigen van het fonds terugbetaalbare kosten vormen.

Art. 3. De minister bevoegd voor telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, [datum]

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,

Vincent VAN QUICKENBORNE

ROYAUME DE BELGIQUE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[Date] **PROJET Arrêté royal fixant les modalités pour le remboursement par le fonds pour les services d'urgence d'une éventuelle surcompensation.**

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté qui est soumis à Votre signature met en oeuvre l'article 107, § 5, dernier alinéa, dernière phrase, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après « la loi »). Cette dernière phrase, insérée dans l'article précité par la loi du 18 mai 2009 portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques, puis modifiée par la loi du 31 mai 2011 portant des dispositions diverses en matière de télécommunications, est rédigée comme suit : « Le Roi fixe, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, les modalités pour le remboursement d'une éventuelle surcompensation. »

COMMENTAIRE DES ARTICLES

L'article premier définit un certain nombre de termes apparaissant dans l'arrêté. Pour le reste, les définitions de l'article 2 de la loi s'appliquent.

L'article 1^{er}, 3^o, définit la notion de « bénéficiaires du fonds ». Il s'agit actuellement des centrales de gestion des services d'urgence qui offrent de l'aide sur place ou à distance ainsi que des organisations qui sont chargées par les pouvoirs publics d'exploiter les centrales de gestion des services d'urgence offrant de l'aide sur place (art. 107, § 2, 2^{ème} phrase de la loi) soit actuellement la S.A. A.S.T.R.I.D..

L'article 1^{er}, 4^o définit la notion de « coûts remboursables aux bénéficiaires du fonds ». Il s'agit actuellement des coûts visés à l'article 107, § 4, de la loi et à l'article 4, dernier alinéa, de la loi du 29 avril 2011 créant les centres 112 et l'agence 112. En effet, les travaux préparatoires de cette dernière loi (Doc. parl., Ch. repr., sess. 2011, n° 1015/003, p. 4) renvoient expressément au fonds pour les services d'urgence.

KONINKRIJK BELGIE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[Datum] **ONTWERP Koninklijk besluit tot vaststelling van de regels voor de terugbetaling door het fonds voor de nooddiensten van een eventuele overcompensatie.**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, geeft uitvoering aan artikel 107, § 5, laatste lid, laatste zin, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna "de wet"). Deze laatste zin, ingevoegd in het voormelde artikel door de wet van 18 mei 2009 houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie en vervolgens gewijzigd bij de wet van 31 mei 2011 houdende diverse bepalingen inzake telecommunicatie, luidt als volgt: "De Koning legt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de regels vast voor de terugbetaling van een eventuele overcompensatie."

ARTIKELGEWIJZE COMMENTAAR

Artikel 1 definieert een aantal in het besluit voorkomende termen. Voor het overige gelden de definities uit artikel 2 van de wet.

Artikel 1, 3^o, definieert het begrip "begunstigden van het fonds". Het gaat momenteel om de beheerscentrales van de nooddiensten die ter plaatse of van op afstand hulp bieden, alsook om de organisaties die door de overheid worden belast om de beheerscentrales van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden te exploiteren (art. 107, § 2, tweede zin, van de wet), namelijk op dit ogenblik de N.V. A.S.T.R.I.D.

Artikel 1, 4^o, definieert het begrip "aan de begunstigden van het fonds terugbetaalbare kosten". Het gaat momenteel om de kosten bedoeld in artikel 107, § 4, van de wet en in artikel 4, laatste lid, van de wet van 29 april 2011 houdende oprichting van de 112-centra en het agentschap 112. In de voorbereidende werkzaamheden met betrekking tot deze laatste wet (Parl. St., Kamer, zitting 2011, nr. 1015/003, blz. 4) wordt immers

uitdrukkelijk verwezen naar het fonds voor de nooddiensten.

L'article 107, §5, de la loi prévoit que « les frais de gestion du fonds pour les services d'urgence sont supportés par les opérateurs(...) ». Cette loi ne définit cependant pas ce qu'il y a lieu d'entendre par « frais de gestion ». L'article 1, 5°, du présent arrêté royal précise par conséquent cette notion. Lorsqu'une décision du fonds ou une décision de l'Institut prise au profit du fonds (par exemple une décision de l'Institut imposant une amende à un opérateur fixe qui ne fournirait pas au fonds pour le 1^{er} octobre le nombre de points de terminaison au sens de l'article 107, §5, alinéa 2, de la loi, ou une décision de l'Institut approuvant ou adaptant les coûts à rembourser aux bénéficiaires du fonds), est attaquée en justice (en pratique devant la Cour d'appel de Bruxelles), les honoraires d'avocat que l'Institut ou le fonds paie pour défendre leur décision constituent des frais de gestion. Ces frais seront diminués de l'indemnité de procédure lorsqu'elle est payée à l'Institut ou au fonds. Les frais de personnel que l'Institut expose pour traiter ces litiges sont également des frais de gestion. Par ailleurs, selon l'article 16 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, « le Conseil peut faire appel à une expertise extérieure dans le cadre de l'accomplissement des missions de l'Institut. Ces experts doivent être indépendants de toute personne physique ou morale soumise au contrôle de l'Institut. ». Les frais d'experts extérieurs auxquels l'Institut aurait recours dans l'intérêt du fonds ou auxquels le fonds aurait recours constituent également des frais de gestion.

La notion de surcompensation est définie à l'article 1^{er}, 6°, dès lors qu'elle n'est pas définie dans la loi. Elle ne vise pas la situation où la répartition des contributions entre opérateurs s'avèrerait erronée. Cependant, dans cette hypothèse, il va de soi que le fonds devra corriger la répartition et réclamer aux opérateurs qui ont trop peu payé un supplément de contribution pour rembourser les opérateurs qui auraient trop contribué.

L'article 2 détermine entre autres la manière dont une surcompensation éventuelle est

Artikel 107, § 5, van de wet bepaalt : “De beheerskosten van het fonds voor de nooddiensten worden gedragen door de operatoren (...)”. Deze wet definieert echter niet wat onder “beheerskosten” moet worden verstaan. Dat begrip wordt daarom in artikel 1, 5°, van het onderhavige koninklijk besluit gepreciseerd. Wanneer een beslissing van het fonds of een besluit van het Instituut dat wordt genomen in het voordeel van het fonds (bijvoorbeeld een besluit van het Instituut waarbij een boete wordt opgelegd aan een vaste operator die tegen 1 oktober het aantal netwerkaansluitingspunten in de zin van artikel 107, § 5, tweede lid, van de wet niet zou verstrekken, of een besluit van het Instituut dat de aan de begunstigden van het fonds terug te betalen kosten goedkeurt of aanpast), wordt aangevochten voor het gerecht (in de praktijk voor het hof van beroep van Brussel), dan vormen de honoraria van advocaten die het Instituut of het fonds betalen om die beslissing/dat besluit te verdedigen, beheerskosten. Van deze kosten zal de procedurevergoeding worden afgetrokken wanneer deze wordt betaald aan het Instituut of aan het fonds. De personeelskosten die het Instituut maakt voor de behandeling van deze betwistingen zijn eveneens beheerskosten. Artikel 16 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector schrijft bovendien voor : “De Raad kan een beroep doen op externe expertise in het kader van de uitvoering van de opdrachten van het Instituut. Die experts moeten onafhankelijk zijn van elke natuurlijke of rechtspersoon die onder het toezicht van het Instituut staat.”. De kosten voor externe experts op wie het Instituut een beroep zou doen in het belang van het fonds of op wie het fonds een beroep zou doen, vormen ook beheerskosten.

Het begrip “overcompensatie” wordt in artikel 1, 6°, gedefinieerd omdat het niet is gedefinieerd in de wet. Daarmee wordt niet de situatie bedoeld waarin de verdeling van de bijdragen onder de operatoren verkeerd zou blijken te zijn. In dat geval zal het fonds vanzelfsprekend de verdeling moeten rechtzetten en aan de operatoren die te weinig hebben betaald, een aanvullende bijdrage moeten vragen om de operatoren terug te betalen die te veel zouden hebben bijgedragen.

Artikel 2 bepaalt onder andere hoe een eventuele overcompensatie terugbetaald wordt aan

remboursée aux opérateurs. Cela se fait selon le mode de calcul défini à l'article 107, § 5, de la loi, qui est également utilisé pour déterminer la contribution initiale de chaque opérateur. Lorsqu'il apparaît que le mode de répartition pris en compte pour calculer la contribution initiale comportait des erreurs, il est corrigé avant d'être appliqué au surplus à rembourser aux opérateurs.

L'article 3 vise la situation dans laquelle le surplus à rembourser aux opérateurs se trouve encore sur le compte du fonds. Dans cette hypothèse, après avoir déterminé la part de chaque opérateur dans ce surplus, le fonds pourra distribuer ce dernier.

L'article 4 vise par contre la situation dans laquelle le surplus à rembourser aux opérateurs a déjà été réparti entre les bénéficiaires du fonds. Dans cette hypothèse, le fonds devra d'abord récupérer ce surplus auprès des bénéficiaires du fonds avant de pouvoir le rembourser aux opérateurs concernés.

L'article 5 concerne l'exécution de l'arrêté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,

le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,

Vincent VAN QUICKENBORNE

de operatoren. Dit gebeurt volgens de berekeningswijze bepaald in artikel 107, § 5, van de wet, die ook voor het bepalen van de aanvankelijke bijdrage van iedere operator gebruikt wordt. Wanneer blijkt dat de manier van verdeling waarmee rekening is gehouden voor de berekening van de aanvankelijke bijdrage fouten bevatte, wordt deze gecorrigeerd voordat ze wordt toegepast op het overschot dat aan de operatoren moet worden terugbetaald.

Artikel 3 doelt op de situatie waarin het overschot dat aan de operatoren moet worden terugbetaald nog op de rekening van het fonds staat. In die veronderstelling zal het fonds, na het aandeel van elke operator in dat overschot te hebben bepaald, dat overschot kunnen verdelen.

Artikel 4 doelt daarentegen op de situatie waarin het overschot dat aan de operatoren moet worden terugbetaald reeds verdeeld is onder de begunstigden van het fonds. In dat geval zal het fonds eerst dat overschot bij de begunstigden van het fonds moeten recupereren voordat het aan de betrokken operatoren kan worden terugbetaald.

Artikel 5 heeft betrekking op de uitvoering van het besluit.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,

de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,

Vincent VAN QUICKENBORNE

[Date] PROJET Arrêté royal fixant les modalités pour le remboursement par le fonds pour les services d'urgence d'une éventuelle surcompensation.

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 107, §5 ; dernier alinéa, dernière phrase, inséré par la loi du 18 mai 2009 portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques et modifié par la loi du 31 mai 2011 portant des dispositions diverses en matière de télécommunications ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le [date] ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le [date] ;

Vu l'avis xxxxx/x du Conseil d'État, donné le [date] ;

Sur la proposition de Notre Ministre pour l'Entreprise et la Simplification et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « fonds » : fonds pour les services d'urgence tel que visé à l'article 107, §5, alinéa 1er, de la loi ;

2° « loi » : loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ;

3° « bénéficiaires du fonds » : les organismes autres que l'Institut et les opérateurs qui peuvent, en vertu de la législation, obtenir le remboursement par le fonds de certains de leurs coûts ;

4° « coûts remboursables aux bénéficiaires du fonds » : coûts exposés par les bénéficiaires du fonds et qui doivent être, en vertu de la législation, supportés par les opérateurs et gérés par le fonds ;

[Datum] ONTWERP Koninklijk besluit tot vaststelling van de regels voor de terugbetaling door het fonds voor de nooddiensten van een eventuele overcompensatie.

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 107, § 5, laatste lid, laatste zin, ingevoegd bij de wet van 18 mei 2009 houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie en gewijzigd bij de wet van 31 mei 2011 houdende diverse bepalingen inzake telecommunicatie ;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op [datum] ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op [datum] ;

Gelet op advies xxxxx/x van de Raad van State gegeven op [datum] ;

Op de voordracht van Onze Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "fonds" : fonds voor de nooddiensten zoals bedoeld in artikel 107, § 5, eerste lid, van de wet ;

2° "wet" : wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie ;

3° "begunstigden van het fonds" : de instellingen buiten het Instituut en de operatoren die krachtens de wetgeving sommige van hun kosten terugbetaald kunnen krijgen door het fonds ;

4° "aan de begunstigden van het fonds terugbetaalbare kosten" : kosten die worden gemaakt door de begunstigden van het fonds en die krachtens de wetgeving moeten worden gedragen door de operatoren en beheerd worden door het

fonds ;

5° « frais de gestion » : les frais de gestion du fonds, soit l'ensemble des frais que l'Institut expose en affectant au fonds des moyens humains, financiers et matériels, y compris les frais pour l'Institut découlant de recours en justice contre des décisions du fonds ou contre des décisions de l'Institut prises dans l'intérêt du fonds et y compris les frais pour l'Institut lorsque ce dernier fait appel à des experts extérieurs dans l'intérêt du fonds ;

6° « surcompensation » : situation dans laquelle le total des contributions pour une année donnée que les opérateurs ont payées au fonds au titre des coûts remboursables aux bénéficiaires du fonds est supérieur au total réellement dû ou situation dans laquelle le total des contributions pour un année donnée que les opérateurs ont payées au fonds au titre de frais de gestion est supérieur au total réellement dû ou situation combinant les deux situations précitées.

Art. 2. Dès qu'une surcompensation est établie pour une année donnée, le fonds détermine le montant du surplus à rembourser aux opérateurs et la part de ce surplus dont a droit chaque opérateur concerné.

Une surcompensation est établie soit lorsqu'elle reconnue par le fonds ou lorsqu'elle est constatée dans une décision judiciaire.

La répartition du surplus entre opérateurs se fait selon les mêmes règles que celles qui valent pour déterminer la part de chaque opérateur dans la contribution initiale au fonds.

Art. 3. Lorsque le surplus à rembourser aux opérateurs n'a pas encore été distribué par le fonds aux bénéficiaires du fonds, le fonds rembourse ce surplus aux opérateurs concernés immédiatement après avoir effectué les opérations visées à l'article 2 et les opérateurs n'ont pas droit à des intérêts de retard.

Art. 4. Lorsque le surplus à rembourser aux opérateurs a déjà été distribué par le fonds aux

5° "beheerskosten" : de kosten voor het beheer van het fonds, namelijk alle kosten die het Instituut maakt, door aan het fonds menselijke, financiële en materiële middelen te besteden, inclusief de kosten voor het Instituut die voortvloeien uit de rechtsmiddelen tegen beslissingen van het fonds of tegen besluiten van het Instituut die worden genomen in het belang van het fonds en inclusief de kosten voor het Instituut wanneer het een beroep doet op externe deskundigen in het belang van het fonds ;

6° "overcompensatie" : situatie waarbij het totaal van de bijdragen voor een gegeven jaar die de operatoren aan het fonds hebben betaald bij wijze van aan de begunstigden van het fonds terugbetaalbare kosten hoger is dan het werkelijk verschuldigde totaal of situatie waarbij het totaal van de bijdragen voor een gegeven jaar die de operatoren als beheerskosten aan het fonds hebben betaald, hoger is dan het werkelijk verschuldigde totaal of situatie waarbij de twee voormelde situaties worden gecombineerd.

Art. 2. Zodra voor een gegeven jaar een overcompensatie wordt vastgesteld, bepaalt het fonds het bedrag van het overschot dat aan de operatoren moet worden terugbetaald alsook het deel van dat overschot waarop elke betrokken operator recht heeft.

Een overcompensatie wordt vastgesteld, hetzij wanneer ze wordt erkend door het fonds, hetzij wanneer ze in een rechterlijke beslissing wordt vastgesteld.

Het overschot wordt onder de operatoren verdeeld volgens dezelfde regels als diegene die gelden voor de bepaling van het aandeel van elke operator in de aanvankelijke bijdrage in het fonds.

Art. 3. Wanneer het overschot dat aan de operatoren moet worden terugbetaald, nog niet door het fonds is verdeeld onder de begunstigden van het fonds, dan betaalt het fonds dit overschot onmiddellijk aan de betrokken operatoren terug na de handelingen te hebben uitgevoerd waarvan sprake in artikel 2 en hebben de operatoren geen recht op verwijlinteresten.

Art. 4. Wanneer het overschot dat aan de operatoren moet worden terugbetaald, reeds door

bénéficiaires du fonds, le fonds calcule la part dans ce surplus que doit rembourser chaque bénéficiaire du fonds concerné.

Le fonds demande, par lettre recommandée, aux bénéficiaires du fonds concernés de lui payer le surplus à rembourser aux opérateurs et fixe le délai pour ce paiement.

Le fonds n'est pas tenu de rembourser les opérateurs avant d'avoir reçu les paiements des bénéficiaires du fonds concernés. Le fonds rembourse sans délai les opérateurs concernés lorsqu'il reçoit un paiement des bénéficiaires du fonds.

Art. 5. En cas de défaut de paiement par les bénéficiaires du fonds de la contribution visée à l'article 4 dans le délai fixé par le fonds, le montant dû portera de plein droit et sans mise en demeure des intérêts au taux légal en vigueur au jour de l'envoi de la notification visée à l'article 4. Cet intérêt est calculé au prorata du nombre de jours calendrier de retard. Le fonds verse aux opérateurs à qui le surplus est remboursé les intérêts de retards qu'il reçoit des bénéficiaires du fonds.

Art. 6. Le ministre qui a les télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, [date]

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,

Vincent VAN QUICKENBORNE

het fonds is verdeeld onder de begunstigden van het fonds, dan berekent het fonds het aandeel in dit overschot dat elke betrokken begunstigde van het fonds moet terugbetalen.

Het fonds vraagt per aangetekende brief aan de betrokken begunstigden van het fonds om daaraan het overschot te betalen dat moet worden terugbetaald aan de operatoren en stelt de termijn voor die betaling vast.

Het fonds is niet verplicht om de operatoren terug te betalen voordat het de betalingen van de betrokken begunstigden van het fonds heeft ontvangen. Het fonds betaalt onverwijld de betrokken operatoren terug wanneer het een betaling ontvangt van de begunstigden van het fonds.

Art. 5. Wanneer de begunstigden van het fonds de in artikel 4 bedoelde bijdrage niet betalen binnen de termijn die door het fonds is vastgesteld, zal het verschuldigde bedrag van rechtswege en zonder ingebrekestelling aanleiding geven tot interesten tegen het wettelijke tarief dat geldt op de dag van verzending van de in artikel 4 bedoelde kennisgeving. Deze interest wordt berekend naar rata van het aantal kalenderdagen achterstal. Het fonds betaalt aan de operatoren aan wie het overschot wordt terugbetaald de verwijlinteressen die het ontvangt van de begunstigden van het fonds.

Art. 6. De minister bevoegd voor telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, [datum]

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,

Vincent VAN QUICKENBORNE